réfléchir. On aurait pu ensuite étudier le projet plus à fond.

Chose certaine, nous aurons des commentaires à ajouter plus tard. En ce moment, nous ne saurions prétendre que la proposition est sans valeur. Nous voulons bien que les conditions de travail des postiers s'améliorent, mais pas que le service assuré au public se détériore.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je m'étonne autant que le député d'Hillsborough (M. Macquarrie) devant la désinvolture avec laquelle une tradition au pays puisse être modifiée par un simple avis du gouvernement. Il me semble que, vu l'inscription au *Feuilleton* d'un article au nom du ministre des Postes, ce qui signifie que nous débattons les questions relatives à son ministère en temps opportun, il aurait pu y avoir à la Chambre des communes une discussion sur la proposition en question avant son entrée en vigueur.

Le ministre des Postes a formulé des déclarations assez catégoriques sur la quantité d'établissements qui fonctionnent cinq jours par semaine. Ses observations m'ont paru un peu rigides, et le Parlement aurait dû avoir l'occasion d'examiner la position de ceux qui exigent un service postal les fins de semaine. Ajouter que le service exprès sera maintenu le samedi et le dimanche, cela revient à dire que si des personnes ne peuvent se passer de la poste les fins de semaine, service auquel elles sont habituées depuis des années, elles devront payer des tarifs plus élevés.

Comme l'a donné à entendre le député d'Hillsborough, l'idée d'apporter des changements, de simplifier le service, est sans doute excellente. Nous ne dirons pas que telle chose doit se faire de telle façon simplement parce qu'on l'a toujours faite ainsi. Mais les ministres se sont mis à nous débiter une série de déclarations unilatérales sur les modifications à venir, et j'avoue que cette façon de procéder m'inquiète quelque peu.

Le premier ministre a fait, il y a quelques jours, une déclaration qui nous a déplu. Aujourd'hui, c'est au tour du ministre des Postes. Qui va se lever maintenant pour nous dire ce qui va se faire sans discussion préalable? Comme je l'ai déjà dit, un article figure au *Feuilleton* que nous arborerons en temps voulu, et j'espère qu'alors nous pourrons débattre tous les aspects du travail du ministère des Postes.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord dire à l'honorable ministre que nous sommes heureux qu'il tente des expériences afin de rajeunir et de rendre plus efficace le ministère des Postes. Cependant, je veux aussi lui dire que nous sommes déçus qu'il n'ait pas consulté, encore une fois, —et c'est toujours la même chose—les partis de l'opposition qui ne sont pas là pour leurs beaux yeux, qui ne sont pas là pour rien, avant de prendre des décisions comme celles qu'il vient d'annoncer.

Évidemment, le coût d'exploitation du ministère doit demeurer dans la limite de ses revenus pour être rentable et de façon à équilibrer le budget. Si l'on examine le budget révisé des dépenses qui a été déposé cette semaine, on constate que le coût d'exploitation—du moins celui qui a été déclaré—dépasse énormément celui qui avait été prévu. Que s'est-il passé? Personne ne le sait et l'on ne peut rien savoir là-dessus.

Dans un article, publié dans *Le Devoir* du 23 mai 1965, on pouvait lire ceci, et je cite:

Dans son rapport du 27 septembre 1965, le juge Anderson fait les commentaires suivants:

«Pendant que je cherchais à déterminer si le taux de traitement des employés des postes sont justes et raisonnables, j'en suis venu à me demander s'il n'y aurait pas lieu, en vue d'assurer un meilleur service postal au Canada et de répondre aux besoins des personnes qui s'en occupent, de remettre l'administration de ce service entre les mains d'une société de la Couronne.»

Je ne veux pas dire par là que nous sommes nécessairement favorables à l'établissement d'une société de la Couronne, mais je pense que la Chambre devrait savoir si l'honorable ministre a l'intention de faire du ministère des Postes une société de la Couronne, ou s'il a l'intention de continuer à faire des changements secondaires comme il le fait présentement?

Monsieur l'Orateur, à mon avis, si jamais l'honorable ministre a de telles intentions, il serait certainement opportun qu'il en avise la Chambre avant plutôt qu'après.

• (11.30 a.m.)

[Traduction]

LA LOI SUR LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES

LA POLLUTION DE L'EAU—AMENDEMENT VISANT LA RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DE L'ENLÈVEMENT DES POLLUANTS

M. Richard J. J. Durante (Comox-Alberni) demande à déposer le bill n° C-105 modifiant la loi sur la protection des eaux navigables (prévention de la pollution de l'eau).

Des voix: Expliquez.